



Direction des Collectivités et de la Légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement
Affaire suivie par : Cathy Fontvieille-Safont
Tel : 04 68 51 68 66
Courriel : catherine.safont@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan le 30 mai 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE2023150-0001
autorisant la société d'exploitation Cufi frères à poursuivre l'exploitation de la carrière de
sables et graviers sur le territoire de la commune de Néfiach.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Minier;

Vu l'Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières;

Vu l'Arrêté du 09/02/04 (modifié par Arrêté du 24/12/09) relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées;

Vu l'Arrêté du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement;

Vu l'Arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 autorisant la société d'exploitation Cufi frères à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Néfiach;

Vu la demande transmise par courriel du 07 avril 2023, de prolongation sur deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière de sables et graviers, située au lieu-dit « Bente Farine » de la commune de Néfiach et complété par courriel du 10 mai 2023;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 avril 2023;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 22 mai 2023 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant confirmée par courriel du 23 mai 2023 ;

Considérant que la demande de prolongation sur deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière de Néfiach déposée en application de l'article R 181-49 du CE, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 du CE;

Considérant que les capacités des activités exercées sur la carrière seront identiques durant les deux années d'activité supplémentaires ; que l'emprise du site est inchangée ; que le gisement exploité est déjà autorisé ;

Considérant que l'activité est strictement encadrée par les prescriptions de l'Arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003;

Considérant que la prolongation de la durée d'exploitation ne rend pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du CE, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le montant des garanties financières (GF) sur la période prolongée, conformément à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 modifié;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté complémentaire réglementant la poursuite de son activité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

En application de l'article R 181-49 du Code de l'Environnement, la société d'exploitation Cufi frères est autorisée à prolonger l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Nefiach, pour une durée supplémentaire de deux ans à la période initiale d'exploitation de la carrière, autorisée pour 20 ans par arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003, soit jusqu'au 23 mai 2025.

Le délai supplémentaire permet de poursuivre l'extraction du gisement initialement autorisé, en particulier d'exploiter la réserve de matériaux non exploités lors de la première période. Aucuns travaux de défrichement, de découverte ou de décapage sur des zones non déjà mises en exploitation au jour de la signature du présent arrêté n'est autorisé.

La consistance des installations autorisées initialement est inchangée, avec un tonnage maximal annuel à traiter de 40 000 t, sur une superficie totale de l'ensemble des terrains concernés de 6,9 ha.

Aux termes du délai supplémentaire, les conditions de réaménagement du site autorisées initialement sont inchangées. Le site est remis dans un état garantissant la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2 - ARTICLES MODIFIÉS

ARTICLE 2.1

Le 1er alinéa de l'article 2 « durée de l'autorisation » de l'Arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 susvisé, est complété par la disposition suivante : « *l'autorisation d'exploiter est prolongée pour une durée de 2 ans à compter de la fin de la durée d'autorisation d'exploiter initiale, soit durant la période du 23 mai 2023 au 22 mai 2025* ».

ARTICLE 2.2

Le 1er alinéa de l'article 6 « conformité aux plans et données du dossier » de l'Arrêté2 préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 susvisé, est modifié par la disposition suivante : « *La carrière et autres installations seront implantées, réalisées, exploitées, et le site réhabilité*

conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation et dans le dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. »

ARTICLE 2.3

Le tableau de l'article 10-2 « montant des garanties financières » de l'Arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 susvisé, est complété par la ligne suivante :

Périodes	Montant Euros TTC
5 (période complémentaire) du 23 mai 2023 au 22 mai 2025	54 390,00 €

ARTICLE 2.4

Le 1er alinéa de l'article 10-3 « attestation de constitution des garanties financières » de l'Arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 susvisé, est complété par la disposition suivante : « le document attestant de l'actualisation des garanties financières sur la période prolongée du 23 mai 2023 au 22 mai 2025, doit être transmis dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté ».

ARTICLE 3 - PLANS

Les plans joints au présent arrêté sont annexés à l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003 susvisé.

ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :


1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

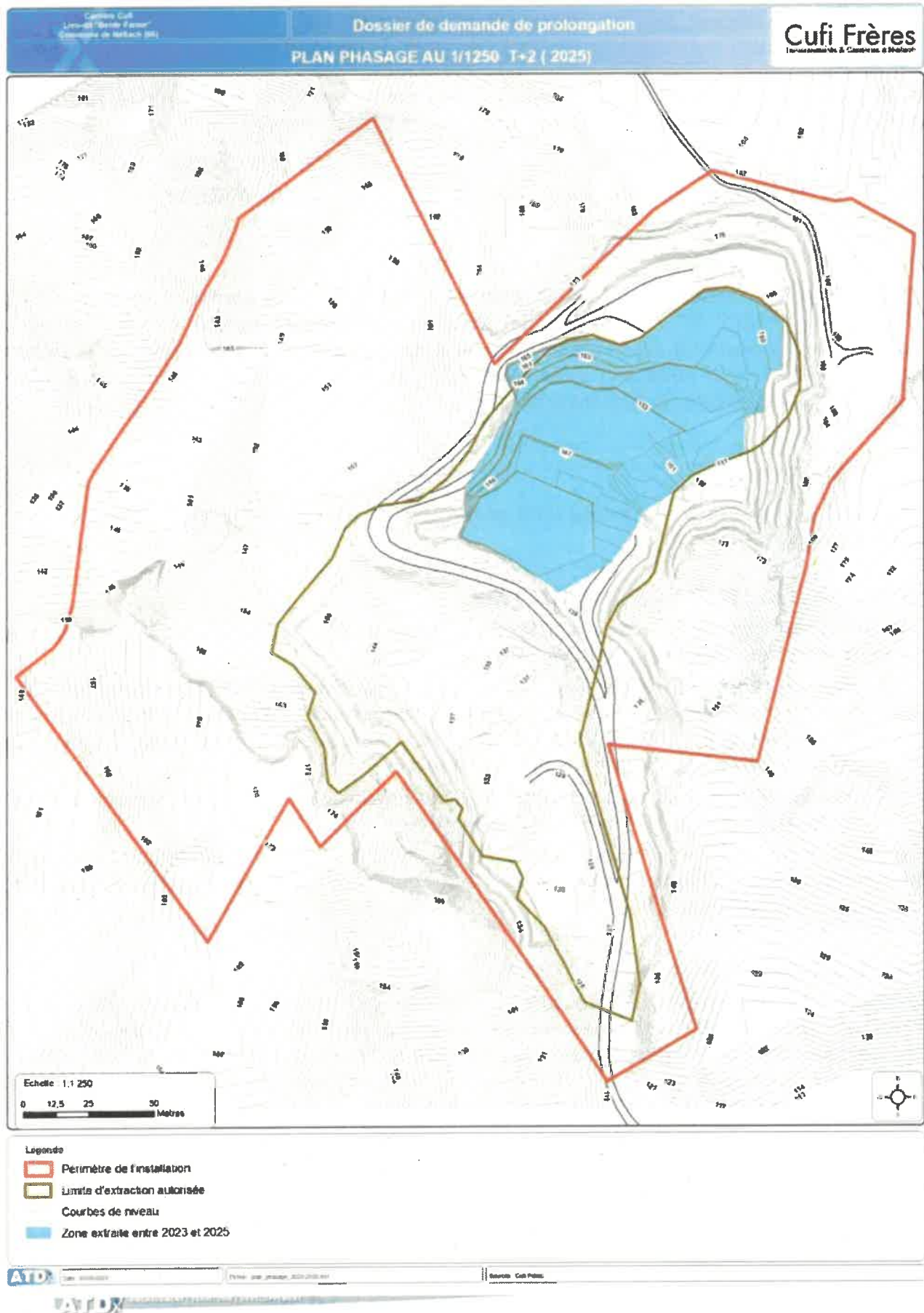
ARTICLE 5 - EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Néfiach, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société d'exploitation Cufi frères.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Yohann MARCON

Annexes



PLAN DES GARANTIES FINANCIERES 2023 - 2025 AU 1/1250



Légende

- Perimètre de l'installation
- Limite d'extraction autorisée

S1 surface des infrastructures

S2 surface en chantier

Surface réaménagée ou non exploitée

Courbes de niveau

